

notamment les achats sociaux, la voirie, les loisirs...

Pour une collectivité ce qui peut avoir une tendance à la baisse est les achats courants comme le carburant, les fournitures administratives, l'eau, la communication, ... Pour ce faire une politique d'achat devra être mise en œuvre.

### 3) Les enjeux pour une collectivité territoriale

Pour ne pas faire évoluer ces charges de fonctionnement cela va agir sur le personnel. En effet, l'absentéisme, les heures supplémentaires, le recours aux reports coûtent cher à une collectivité. Privilégier la récupération plutôt que de payer les heures supplémentaires. Etablir d'autres cycles de travail avec une "contrepartie sociale".

Cela peut engendrer également une nouvelle organisation, une mutualisation de service.

Les achats de prestations de service peuvent être par exemple repris en régie par les services. Idem pour les achats de charges courantes.

Forcément une nouvelle façon de penser la collectivité est mise en place si il y a une volonté de maîtrise des dépenses de fonctionnement.

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
CENTRE DE GESTION DE : de Marne

Intitulé du concours ou de l'examen : RÉDACTEUR

CONCOURS  (1) Interne  (1)

Externe  (1)

EXAMEN  (1) Troisième voie  (1)

(1) Cocher la case correspondante

ouvert le 3 octobre 2019

à Châlons en Champagne

Epreuve de Note

Spécialité et/ou option : Finances  
(le cas échéant uniquement)

Numéro d'anonymat  
Cadre réservé à  
l'administration



Humecter, rabattre et coller la partie gommée.  
OBLIGATOIRE POUR GARANTIR VOTRE ANONYMAT

Commune d'Admiville  
Direction des Finances

Le 3 octobre 2019

Note à l'attention de Monsieur le  
Directeur des Finances

Objet = Traite des dépenses de fonctionnement des  
Collectivités Territoriales

Référence = Loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de  
Programmation des Finances publiques pour les années 2018-2022.

de la dépense publique selon les modalités à l'élaboration desquelles elles sont associées. Au 1<sup>er</sup> juillet 2018, un communiqué de presse stipulait que 70% des collectivités s'engageaient dans cette contractualisation.

### 3) Une vigilance maintenue.

Un rapport "inter-juridictions" est paru le 25 septembre 2018 qui confirme l'amélioration de la situation financière des collectivités territoriales avec 19% de réduction de la DGF entre 2018 et 2017.

### 3) Une vigilance maintenue.

Par les collectivités territoriales, il faut poursuivre les efforts d'économie en veillant notamment à contenir les charges de personnel, en agissant sur les effectifs, le régime indemnitaire et le temps de travail.

### 2) Evolution des charges de fonctionnement

#### A) des charges de gestion courante et Achats courants

Les charges de gestion courante sont consolidées comme notamment les charges de personnel qui, dans une commune représente environ 60%, les subventions de fonctionnement pour

Aujourd'hui 9% de la dette publique est composée de la dette directe des collectivités territoriales et, 61% de cette dernière concerne les communes. Afin d'essayer de maîtriser au mieux les dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales, nous allons voir dans un premier temps ce problème d'augmentation des dépenses et son contexte et dans une seconde partie nous verrons les solutions que nous pouvons y apporter.

#### Première Partie: La dette des collectivités locales

### 1) Une nouvelle ère dans les relations financières

#### A) Orientations pluriannuelles des Finances Publiques.

La loi du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018-2022 qui stipule les efforts que les collectivités territoriales doivent faire pour la maîtrise

de couverture (swap) qui permet d'échanger un taux fixe contre un taux variable ou inversement.

Plusieurs solutions sont possibles. Néanmoins, deux solutions sont préconisées dans un premier temps.



## Seconde Partie: Vers une maîtrise des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales-

### 1, des domaines porteurs d'économies potentielles

#### A) Des marges de manœuvre grâce à la dématérialisation = e-administration

Les promesses de la dématérialisation sont moins de papier, des procédures optimisées et un gain de productivité. On peut économiser 30000€ de papier chaque année et mettre des tablettes pour les élus qui dureront plusieurs années. Il y a aussi les dépenses d'affranchissement qui baissent. Cela engendre une nouvelle organisation et anticiper les changements car il y a bien gain de productivité et de temps.

A contrario, il y a le service informatique à renforcer et des agents à former à la dématérialisation notamment au sein des services marchés juridiques et financiers. Pour une collectivité entre 5000 et 10000 habitants, le profil acheteur est de 200€. Le gain est immédiat tant niveau financier que humain.

### 3) Les achats: un vivier d'économie.

Les achats constituent l'une des premières sources d'économies. Il faut un meilleur sourcing c'est à dire un meilleur échange avec les fournisseurs. Il s'agit de négocier le besoin, de travailler sur le rapport qualité/prix et en introduisant aussi des éléments de développement durable et de travail

La mutualisation des achats et les groupements de commandes sont des leviers intéressants. Le poids des centrals d'achat se développe, la massification des commandes permet une standardisation de la production et donc rationalise les coûts. On peut avoir des économies jusque 15% sur les véhicules et 70% sur les logiciels. En 2017 sur 21600 Clients, l'UEAP comptait 6150 collectivités.

#### 2) la technologie ne suffit pas

##### A) La Volonté des élus affichée

L'optimisation des dépenses publiques ne peut aboutir sans la définition d'objectifs au sein du Conseil Municipal. En début d'année, lors du vote du budget il pourra faire paraître des objectifs chiffrés de réduction à atteindre. C'est

un travail qu'il faut mener parallèlement avec les services.

Un travail mené par les services financiers qui ont les "journaux" des comptes et cela permet de connaître l'évolution. Les services en général doivent se concerter et travailler ensemble dans le même objectif afin de décentraliser les crédits

### 3) Contrôle et pilotage.

Plusieurs points dans la collectivité sont à contrôler comme les achats courants (EDF, carburants, fournitures...) les frais d'études à vérifier la faisabilité en régie, privilégier la dématérialisation, internet, le coarbitrage. Eviter les abus de transport, déplacement. Il faut se mobiliser pour réaliser des économies et donc mettre en place des dispositifs de contrôle.

Le contrôle est dominant néanmoins le pilotage est en émergence avec le pilotage socio-économique portant sur le comportement des agents notamment.

La maîtrise de l'endettement peut également passer par d'autres solutions comme l'idée de prendre un instrument